

**Zeitschrift:** Revue Militaire Suisse  
**Herausgeber:** Association de la Revue Militaire Suisse  
**Band:** - (2010)  
**Heft:** 2

**Artikel:** Point forts, points faibles et lacunes des troupes blindées du point de vue matériel  
**Autor:** Krasnobaieff, Serge  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-514412>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 13.03.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**



Echelon du commandant, formé de deux CV-90 et d'un char de grenadiers à roues 93.  
Photos © A+V.

## Blindés et mécanisés

### Point forts, points faibles et lacunes des troupes blindées du point de vue du matériel

**Col EMG Serge Krasnobaieff**

Chef d'état-major (CEM), FOAP bl/art

«**L**es formations d'engagement mécanisées détruisent l'ennemi et recherchent la décision au niveau opératif», COp chiffre 393. Cette définition a été retenue dans le règlement conduite opérative en vigueur, avant d'avoir réduit la défense à sa compétence centrale. Cette réduction à la compétence centrale est périphrasée par le remplacement du principe de «pouvoir faire» par celui de «savoir faire». La question se pose de savoir quelles seront les conséquences matérielles de ce changement de paradigme pour les troupes blindées.

La compétence centrale défense représente la somme de tous les composants partiels qui contribuent à sa réalisation et miroite ainsi le caractère particulier du combat interarmes. La compétence centrale souffrira – ne serait-ce qu'au niveau qualitatif – lorsqu'un composant fera défaut. La réduction à la compétence centrale – et je sens ici une hérésie très répandue – ne signifie pas une réduction linéaire des coûts en proportion à la quantité de matériel économisé. Compétence centrale signifie de maintenir la compétence (coûteuse) étant entendu que la quantité de systèmes disponibles ne suffit plus pour pouvoir faire face au cas de défense. La différence devra être comblée dans la phase de la montée en puissance.

Mais tournons-nous tout d'abord vers les points forts au niveau matériel des troupes blindées. Grâce à une planification circonspecte les acquisitions par le passé ont été conduites de manière à pouvoir combler plusieurs lacunes. Il s'agit de noter ici en particulier le char gren 2000, le char de déminage, le char de génie et le char de dépannage. Le programme de maintien de modernisation du *Léopard 2* assure l'utilisation future d'une partie de la flotte des *Léopards* et contribue ainsi au maintien de la compétence.

Il faut néanmoins adresser ici des développements critiques, voir dangereux par rapport à la nécessité de savoir faire. D'autres capacités ont été rayées pour des raisons d'économie évidente ou sont en passe de rester des lacunes non-comblées. Dans le domaine de la mobilité il faut mentionner la perte imminente du char

poseur de ponts et la mise hors de service imminente des ponts fixes 69. Dans le domaine du combat antichar des gren chars, il s'agit de la mise hors de service des engins filoguidés antichar et donc de l'absence de la capacité de défense sur des distances allant de 200 à 800m. Au niveau de l'appui de feu, il faut mentionner la liquidation des lm char 12 cm et donc de la disparition d'un moyen particulièrement approprié pour le combat en localité, au niveau bat. Des lacunes de capacités continuent de subsister dans les domaines de la protection virtuelle, de la protection balistique contre les obus cargo et de la protection contre les mines.

Des aspects importants de l'instruction au combat interarmes sont soustraits à la troupe par la disparition ou le défaut des compétences partielles. Comment peut-on néanmoins maintenir le savoir-faire au niveau manutention et engagement des systèmes qui font défaut? Une analyse précise est nécessaire pour donner une réponse. Il s'agit de déterminer quel niveau doit disposer de quel moyen d'instruction pour maintenir la capacité d'engagement et de conduite requise. Je suis convaincu que les exercices tactiques appuyés par simulateur – par exemple en se servant du simulateur tactique électronique pour formations mécanisées (ELTAM) – permettent d'assurer l'instruction de base du combat interarmes pour les niveaux brigade et bataillon et partiellement pour le niveau des cdt cp, en incorporant des moyens qui physiquement n'existent pas dans l'état du matériel! Mais la simulation, aussi bonne soit-elle, ne remplace jamais entièrement la réalité du terrain. Il est dès lors nécessaire pour un cdt bat de pouvoir récolter les fruits de sa planification de l'action en conduisant et en vivant et en faisant l'expérience de la conduite de l'action à l'échelle 1:1. Il nous faut donc au niveau qualitatif tous les moyens d'engagement pertinents pour pouvoir conduire le combat interarmes au niveau du bataillon. Il est impératif de disposer qualitativement de tous les moyens de la conduite du combat interarme afin de pouvoir instruire la planification de l'action ainsi que la conduite de l'action au niveau mentionné. Cette même

question doit être appréciée de manière semblable pour le niveau de technique de combat du chef de section et du chef de groupe. Ceux-ci doivent impérativement pouvoir disposer des systèmes nécessaires si nous voulons éviter de tomber au niveau «je ferais si j'avais et si je pouvais». Comment pouvons-nous toutefois travailler avec du matériel et des armes qui font défaut à l'état de la formation? Des solutions simples existent, qui ne sont pas contraires à la volonté d'économie de l'armée et qui se sont avérées dans d'autres armées qui se trouvent dans une situation semblable : location, achat ou *leasing* de systèmes individuels en nombres limités (sans helvétisations, sans développement) afin de pouvoir instruire la collaboration de tous les éléments du combat interarmes dans les exercices de compagnie et de section dans les SIB ainsi que dans les exercices de bataillon dans les SP trp. L'alimentation en personnel correspondant peut être assurée sans effort démesuré et aurait pour conséquence de maintenir le savoir faire, en particulier au sein du corps des militaires de carrière. La renonciation au «pouvoir faire» au niveau opératif ainsi que tactique ne doit pas conduire à la destruction du «savoir faire», pour autant que l'armée ait la volonté de maintenir la compétence centrale de défense. En d'autres termes : tous les composants du combat interarmes doivent être qualitativement – et non quantitativement – disponibles pour maintenir le «savoir faire» du combat interarmes. La mission de défense de l'armée n'aura une probabilité de réussite que si ce savoir faire est disponible, qui seul permettra de réussir une éventuelle montée en puissance ultérieure. L'armée en tant que telle ne pourra être crédible et maintenir sa crédibilité que si les troupes mécanisées disposent d'une base matérielle qui les rend aptes à une compétence centrale de défense robuste.

S.K.



Explorateurs et leur véhicule *Eagle* 4x4.



Chasseur de chars TOW-Piranha.



Sapeurs de chars embarqués dans leurs M113.



Les chars de dépannage 65 (photo) et les chars pont 68/88 sont en voie de remplacement. Photo © Armeeilmdienst.